Fondation Jean Jaurès

International

REFABRIQUER DU POLITIQUE : MOBILISATIONS AU BRÉSIL

Patrick Dahlet

08/07/2013

Depuis le début du mois de juin 2013, plusieurs manifestations secouent le Brésil où plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues. Malgré les réactions des pouvoirs publics, le mouvement s'amplifie ; il ouvrira peut-être la voie à de nouvelles logiques d'émancipation et de progrès solidaire au sein de la démocratie brésilienne.

Les protestations ont commencé le 6 juin dernier suite à un appel du *Movimento Passe Livre* (MPL, pour la gratuité des transports collectifs) contre l'augmentation de 0,20 reais du ticket de bus annoncé par la mairie de São Paulo. La manifestation du 17 juin, violemment réprimée, et le changement de discours des principaux médias qui, suite aux abus de la police, ont défendu le besoin de manifester, ont étendu ce mouvement à l'origine plutôt de gauche à des milliers d'autres personnes, tous bords politiques et classes sociales confondus.

Pourtant, ni le discours de la présidente Dilma Rousseff, le 18 juin, dans lequel elle soulignait l'importance de ce « message des rues », ni même l'annulation de l'augmentation du titre de transport, le lendemain, par le maire de São Paulo, suivie par l'annonce de baisses du même ordre à Rio, n'ont empêché le mouvement de s'amplifier jusqu'à réunir le 20 juin plus d'un million de personnes dans 438 villes du pays et amener, entre autres, des manifestants à forcer l'entrée du palais présidentiel à Brasilia.

Depuis la victoire contre la hausse des tarifs des transports urbains, se sont entrecroisées, pêle-mêle, différentes motivations dans des cortèges qui se présentent comme apartidaires et desquels sont systématiquement écartées tous les partis et organisations syndicales traditionnelles. Apartidaires, certes, mais pas apolitiques : ces mobilisations déclinent à la face du monde un « autre Brésil » que le pays émergent exemplaire décrit internationalement – des inégalités persistantes, malgré les avancées considérables depuis l'accès au pouvoir en 2002 du Parti des travailleurs (PT), un système éducatif et sanitaire notoirement faible alors qu'un budget conséquent est consacré à la Coupe du monde de football, et le sentiment d'un fossé entre les institutions et les citoyens, sentiment qui fédère en profondeur le mouvement.

Le 21 juin, la présidente a présenté un pacte national pour l'éducation, la santé et les transports. Le Sénat a quant à lui approuvé un projet de loi qui qualifie la corruption de « crime atroce », comme le

sont les meurtres. Après avoir rencontré les représentants du Mouvement pour la gratuité des transports et d'autres organisations politiques et sociales, Dilma Rousseff a annoncé une grande réforme politique soumise à un plébiscite et consacrée notamment au changement des modalités d'élection des parlementaires et au financement public des campagnes électorales. Ces mesures doivent encore être discutées et ratifiées par le Congrès. Reste que la pression des rues continue à se faire entendre : un appel à la grève générale a été lancé par plusieurs organisation syndicales du pays pour le 11 juillet.

La réforme politique doit être en mesure de produire de nouveaux dispositifs de redistribution économique et de reconnaissance sociale. L'histoire du juin 2013 brésilien est loin d'être terminée. Sans réponse à la hauteur de l'indignation populaire et de l'espérance de changement, le risque serait grand de voir dilapidés les effets globalement positifs des dix ans écoulés de gouvernement du PT. Il est possible qu'au contraire, ces mobilisations ouvriront la voie à de nouvelles logiques d'émancipation et de progrès solidaire au sein de la démocratie brésilienne.